

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVACARB

La Madeleine
34 rue Gilbert Bize - BP 15
54410 LA MADELEINE

Références : MK/RGZ/0333-2024
Code AIOT : 0006200307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement NOVACARB implanté La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à la publication le 10 août 2023 du rapport du Bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) relatif à la fuite d'ammoniac liquide sur une bride d'un bras de chargement d'un camion le 23 mars 2022 au sein de la société YARA France, site classé seveso seuil haut, situé à Ambès (33).

L'objet de la visite est de s'assurer du retour d'expérience susmentionné par l'exploitant.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple,
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2013 fixant des prescriptions additionnelles suite à l'étude de dangers de l'usine NOVACARB à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACARB
- La Madeleine 34 rue Gilbert Bize 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0006200307

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société NOVACARB, dont le siège social est situé 34 rue Gilbert Bize - La Madeleine – à LANEUVEVILLE DEVANT NANCY (54410), est autorisée par arrêté préfectoral n° 2010/101 du 27 juillet 2010 modifié à exploiter des installations de fabrication de carbonate de sodium à LANEUVEVILLEDEVANT- NANCY pour une capacité annuelle maximale de 600 000 tonnes de carbonate de sodium comprenant notamment des installations classées au titre de la rubrique 4735-1a relative au stockage d'ammoniac.

Thèmes de l'inspection :

- Vieillessement (AM du 04/10/2010)
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prise en compte du retour d'expérience	AP Complémentaire du 27/12/2013, article 4.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Tuyauteries soumises aux dispositions relatives au vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Programme d'inspection et le plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2 et 5 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Vérification périodique	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29	Prescriptions complémentaires	1 mois
6	Modification/Intervention sur un équipement à risque	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29	Prescriptions complémentaires	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur la prise en compte du retour d'expérience par la société NOVACARB SAS suite à la fuite d'ammoniac liquide sur une bride d'un bras de chargement le 23 mars 2022 au sein de la société YARA France situé à Ambès (33).

Les constats faits par l'inspection de l'environnement ont mis en évidence plusieurs non-conformités relatives au suivi des équipements à risque. En conséquence, il est proposé à Madame le préfet de la Meurthe-et-Moselle un projet :

- d'arrêté préfectoral de mise en demeure afin d'encadrer la régularisation des non-conformités constatées relatives à la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- d'arrêté de prescriptions techniques au titre de la réglementation équipement sous pression visant à encadrer le suivi des bras de dépotage et de repotage d'ammoniac.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte du retour d'expérience

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/12/2013, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien, ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant n'avait pas connaissance du rapport et des recommandations du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) relatif à la fuite d'ammoniac au sein de la société YARA France située à AMBES (33) du 23 mars 2022. Néanmoins, lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection ne pas être concerné par la mise en œuvre des écrous "Weco" mentionnés dans le rapport du BEA-RI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra s'assurer que les rapports ainsi que les recommandations du bureau d'enquêtes et d'analyses sur les risques industriels (BEA-RI) qui peuvent le concerner sont bien prises en compte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Tuyauteries soumises aux dispositions relatives au vieillissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux [...] tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et [...] 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : – les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et [...] – les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du [20 novembre 2017] susvisé. [...]
Constats : L'exploitant n'a pas identifié dans le périmètre des équipements soumis à l'article susvisé : <ul style="list-style-type: none"> le bras de dépotage d'ammoniac anhydre liquéfié de DN 50 PS 23 bar, le bras de rempotage d'ammoniac gazeux de DN 32 PS 23 bar. Il convient de les prendre en compte puisque ce sont des tuyauteries pour lesquelles, d'après l'étude de dangers référencée NCY1556 version 1 de l'exploitant, une défaillance liée au vieillissement (scénarios 5 et 6 intitulés respectivement « NH3 L bras dep rupt » et « NH3 G bras dep rupt » est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : État initial

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie [...] à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. [...] L'état initial [...] [est établi] soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 : – l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; [...] Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial [...] [est réalisé] au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état initial pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bras de dépotage d'ammoniac anhydre liquéfié de DN 50 PS 23 bar, • le bras de rempotage d'ammoniac gazeux de DN 32 PS 23 bar.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Programme d'inspection et le plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 2 et 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 2 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> Au titre de la présente section, on entend par : Plan d'inspection ou de surveillance : tout document qui définit l'ensemble des opérations prescrites pour assurer la maîtrise de l'état et la conformité dans le temps d'un équipement ou d'un groupe d'équipements soumis à surveillance. Le terme plan de surveillance est employé pour les équipements ne relevant pas d'un service inspection. Programme d'inspection ou de surveillance : tout échéancier définissant, sur une période pluriannuelle, pour les équipements concernés, les dates et type de visite, d'inspection ou de surveillance à effectuer.</p> <p><u>Article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</u> [...] A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. [...] Le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations</p>

<p>d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 : [...]</p> <p>– le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.</p> <p>Pour les tuyauteries [...] mises en service à compter du 1er janvier 2011, [...] le programme d'inspection [est réalisé] au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un programme d'inspection et d'un plan d'inspection pour les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le bras de dépotage d'ammoniac anhydre liquéfié de DN 50 PS 23 bar, • le bras de rempotage d'ammoniac gazeux de DN 32 PS 23 bar.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Vérification périodique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement/Équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article L. 557-29 du code de l'environnement</u> L'exploitant est responsable de l'entretien [et] de la surveillance [...] nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p><u>Article 4.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2013</u> Les [...] appareils [...] dans lesquels sont mises en œuvre [...] des substances et préparations dangereuses [...] font l'objet de vérifications périodiques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le constructeur du bras de dépotage d'ammoniac anhydre liquéfié de DN 50 PS 23 bar ainsi que du bras de rempotage d'ammoniac gazeux de DN 32 PS 23 bar vient tous les ans pour le contrôle d'un bras, c'est-à-dire que chaque bras est contrôlé tous les deux ans.</p> <p>Cette fréquence n'est pas cohérente avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions du plan des opérations d'inspection, de contrôle et d'entretien des installations d'ammoniac anhydre référencé NCY0693 de la société NOVACARB qui prévoit une visite annuelle des équipements, - la recommandation du fabricant de réaliser un test de déconnexion avec remplacement des joints tous les 12 à 18 mois pour les deux bras suite au constat, lors de la déconnexion du bras de rempotage dans le cadre du contrôle du 20 novembre 2020, qu'un des joints s'était retrouvé pincé par le clapet du côté pied de bras, - le manuel d'utilisation et de maintenance des bras qui prévoit des inspections journalières, mensuelles, semestrielles et annuelles en fonction des contrôles à réaliser. <p>Lors de la visite, l'Inspection a consulté les rapports des deux derniers contrôles du fabricant relatifs au :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bras de rempotage d'ammoniac gazeux réalisés le 20 novembre 2020 et le 3 janvier 2023, - bras de dépotage d'ammoniac liquide réalisés le 21 décembre 2021 et 20 janvier 2023.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les éléments de la notice des équipements au</p>

sein du plan d'opérations référencé NCY0693 susmentionné. Un projet d'arrêté de prescriptions techniques au titre de l'article L. 557-56 du code de l'environnement est proposé à la signature de Madame le préfet afin d'acter cette demande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Modification/Intervention sur un équipement à risque

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-29
Thème(s) : Risques accidentels, Intervention sur un équipement à risque
<p>Prescription contrôlée : <u>Article L. 557-29 (partiel) du code de l'environnement</u> L'exploitant est responsable [...] des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p><u>Article 4.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2013</u> Tous les appareils, les machines et les canalisations soumis à des réglementations particulières doivent satisfaire aux dispositions réglementaires qui leur sont applicables et aux normes françaises et/ou européennes homologuées au moment de leur construction ou de toute modification.</p> <p>Les appareils, les machines et les tuyauteries non réglementées sont construits dans les règles de l'art. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son rapport du 21 décembre 2021, le fabricant du bras de dépotage d'ammoniac liquide a constaté que le système de déconnexion d'urgence n'était plus aligné avec la tuyauterie et que la tige de commande était contrainte dans le tube de guidage. Ce constat fait suite à une modification par l'exploitant du bras dans l'objectif de changer la vanne de chargement. Or, dans le cas présent la vanne a été soudée de travers. Aussi, le fabricant a décidé d'agrandir les trous de fixations du support du tube de guidage afin de permettre un meilleur coulissement de la tige de commande qui était cintrée et en contrainte dans celui-ci.</p> <p>Par ailleurs, la notice de l'équipement recommande de prendre contact avec le fabricant en cas de réparations ou de transformations impliquant des travaux de soudure sur le bras. Cette prise de contact n'a pas été réalisée par l'exploitant. Le fabricant indique dans le rapport susmentionné ne pas être responsable des modifications qui ont été réalisées et recommande la réalisation de tirs radiographiques afin de s'assurer de la conformité des soudures réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant se rapproche du fabricant de l'équipement afin que celui-ci confirme que la modification de l'appareil a été réalisée dans les règles de l'art notamment en ce qui concerne le dossier des soudures réalisées. Dans le cas contraire, l'exploitant devra mettre hors service l'équipement le temps de reprendre la réparation sur la base des recommandations du fabricant. Un projet d'arrêté de prescriptions techniques au titre de l'article L. 557-56 du code de l'environnement est proposé à la signature de Madame le préfet afin d'acter cette demande.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 1 mois